

Libération

Impôts

Une seule solution, la révolution

Dans un ouvrage écapant, trois jeunes économistes français, emmenés par Thomas Piketty, inventent une réforme fiscale radicale. Des propositions majeures qui interpellent la gauche.

PAGES 25

Affaire Hessel : le Crif se défend

BESONNS Jeudi, Libération publie un texte de plusieurs ex-dirigeants de l'ordre normalien implorant que l'association continue à travailler en tant qu'association d'usagers de la question du logement à Paris. Le texte invitait en outre Richard Prasquier, président du Crif. Richard Prasquier explique aujour

d'hui dans une tribune postée qu'il s'est opposé à cette condition et pour que le logement d'abord lui soit « déguisé ». Dans un autre texte, le syndicat de la magistrature dénonce que, depuis un an, les magistrats poursuivent systématiquement les militants appelés au boycott des produits israéliens.

PAGE 10

Renault espionné : l'heure des doutes

Tant en interne que dans les cercles économiques, la version fournie par le constructeur automobile laisse perplexe.

ENQUÊTE, PAGES 14-17

TUNISIE : A L'ASSAUT DU PARTI DE BEN ALI

PAGES 4-7



COHN-BENDIT VEUT DES PRIMAIRES ECOLOS

PAGES 10-11





Impôts

Une seule solution, la révolution

Dans un ouvrage décapant, trois jeunes économistes français, emmenés par Thomas Piketty, inventent une réforme fiscale radicale. Des propositions majeures qui interpellent la gauche.

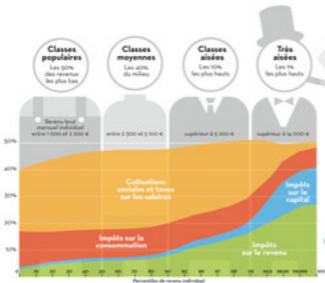
ÉDITORIAL
 Du Vincent GREY

Du neuf

Si le nouveau petit livre image qui prime la révolution. Une sorte de «grand soir» pacifique des impôts... On entend déjà les esprits chagrins dans un pays où le déficit fiscal est une pandémie nationale, où droite et gauche s'affrontent devant une sur les et autres que sur le net, il y a tant à parler que ce projet médical figure au sommaire de la réforme. Le parti de Libération est au contraire que ce livre programme, édité par trois braves

démocrates, lance enfin le débat d'idées de l'élection présidentielle. On savait le système fiscal français opaque, complexe et coûteux, on le découvre dangereux, tant il dérive le lien de confiance entre le citoyen et l'État. On s'agrippait then du caractère légitime de certaines dispositions - taxation fiscal en tête - mais c'est le corollaire du système qui est atteint : au lieu d'assurer une redistribution à la fois équitable et efficace, il fabrique de nouvelles inégalités. Les 5% des Français les plus riches paient ainsi - en proportion - moins d'impôts que tous les autres. Les bas salaires ne sont pas des salariés, mais des contribuables touchés.

À l'opposé, jamais les patrimoniers ne se sont si bien portés depuis un siècle. Les contribuables du système sont devenus tellement associés à la charge qu'on leur propose, voilà chacun contraint de réviser ses dogmes. La droite voudrait assouplir l'impôt, mais la France n'est pas le Mexique. La gauche rêvait d'équité et brandissait l'idée d'un «grand impôt progressif» sur le revenu, le tout au profit de leur grand levier du neuf.



APRÈS
 LA RÉFORME
 PROPOSÉE
 DE L'IMPÔT
 SUR LE
 REVENU

des Français en augmentant ceux des 7% les plus riches. Céder à un manège où on agit des plus riches? Non, tout peut être réglé, ce qui relève de la prudence économique. Une détermination l'impôt sur le revenu pour la CSG, de paiement de la plus-value uniquement le travail mais une partie des revenus du capital, et de avance aussi une vraie justice fiscale. Au final, si cette réforme est bien votée, les 20% les plus modestes afficheront un taux d'imposition global de 40%, contre 52% pour les 1% les plus riches. Tout est déterminé sur la table et sur les sites Internet (voir page 78, à consulter aussi par le parti de nos lecteurs). Merci Thomas Piketty. La gauche peut déjà lui dire merci. ➔

© Gerdle Janssen, Thomas Piketty et Emmanuel Lejay, Affaire de réévaluation de l'impôt sur le revenu pour le 2000 euros. Le Jour, 2012
 © C. A. pour global d'impôts progressifs l'impôt sur le revenu, la CSG, la TVA, les cotisations sociales.

Thomas Piketty, professeur à l'École de l'économie de Paris, est l'un des trois auteurs de «Pour une révolution fiscale».

«Les classes modestes et moyennes paient trop»

Monsieur, Thomas Piketty vous reçoit dans son petit bureau de l'École de l'économie de Paris. Le jour de l'entretien, de son site www.les-idees.fr.

Comment est née l'idée de rendre une réforme de la fiscalité française plus juste et plus équitable ?

C'est d'abord le passage en politique d'un chef d'État et d'un citoyen. Il se présente l'État après de la gauche française depuis dix ans à se doter d'une base programmatique solide et permettant de gagner des élections. Un citoyen également déçu par l'impopularité fiscale qui se traduit en gouvernement. Ce re-



garder une volonté d'être une grande question que pour le système. Car si autre système fiscal n'a jamais été fait, la majorité est en 2007 l'a aggraver en rajoutant des couches de privilèges pour les plus riches. Nous devons être à l'écoute de ce qui se passe et de ce qui est en train de se faire. Il est clair que nous nous sommes dans la perspective de 2012.

Théorie ce site Internet de réévaluation des revenus fiscaux ?

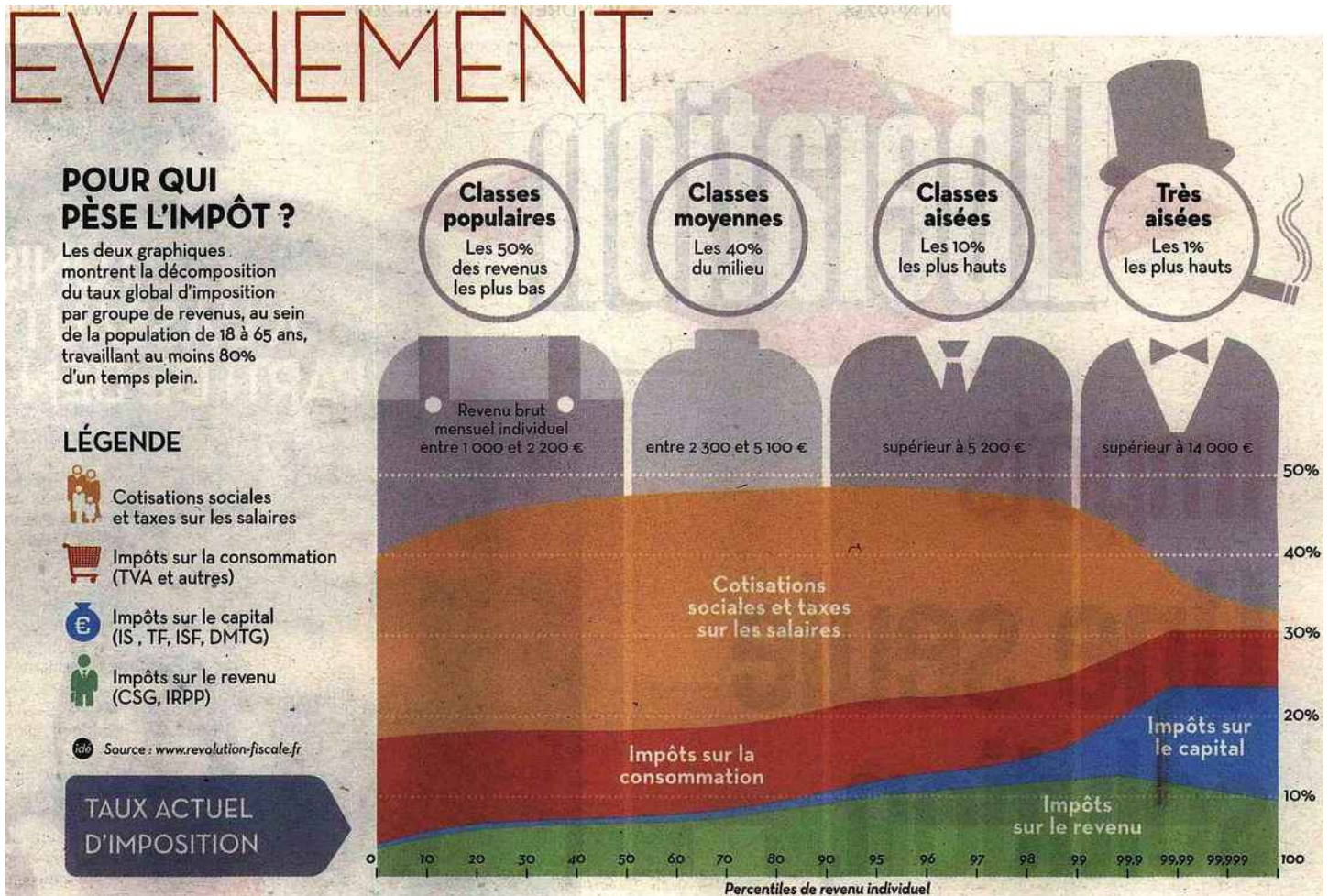
L'idée est de tout remettre sur la table et de permettre à chaque citoyen de se faire une idée. Et de faire voter le projet. Même les parlementaires n'ont pas accès à des données leur permettant d'apprécier certains de leurs dispositifs fiscaux. Ça a été

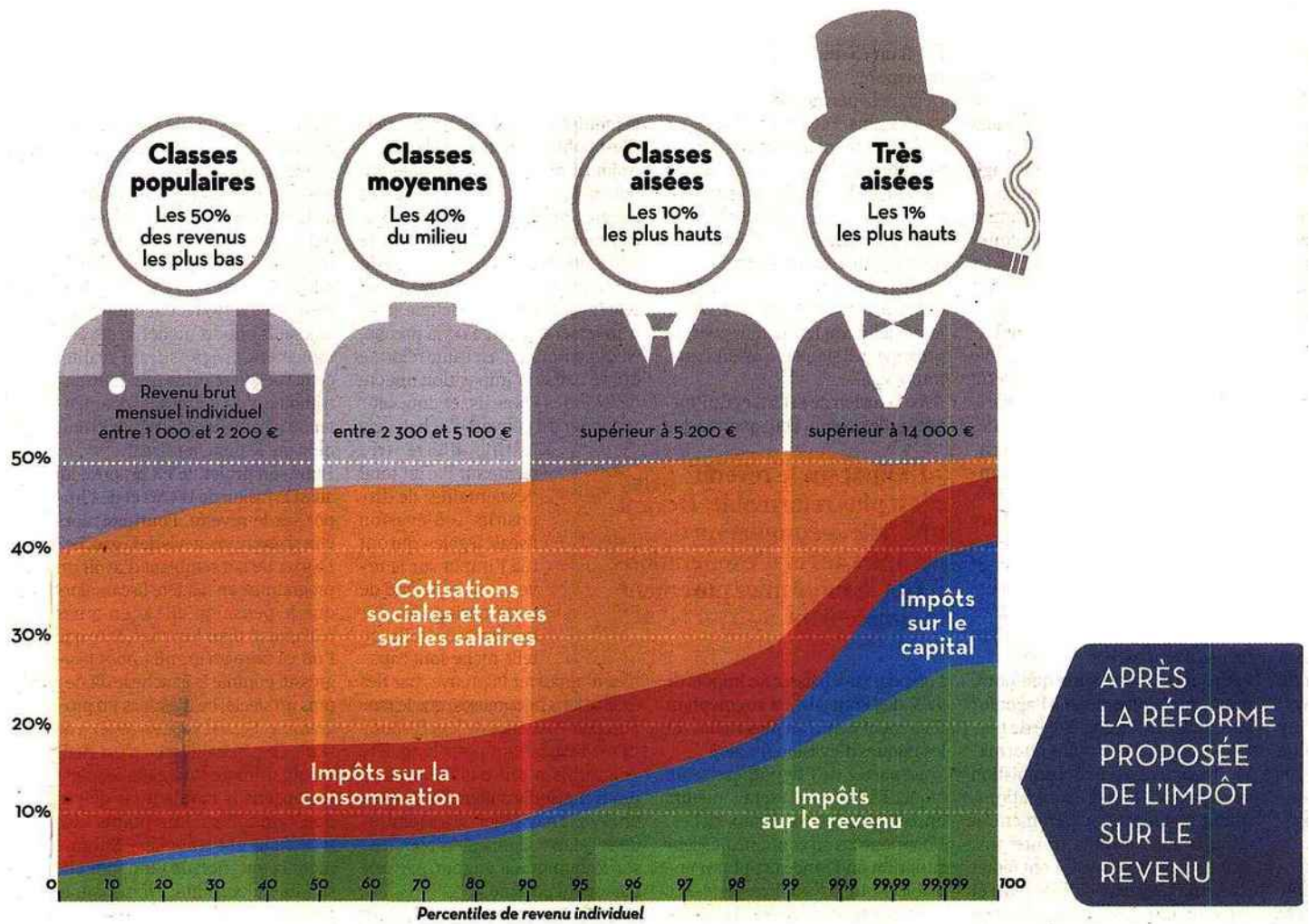
RÉFORME, MODE D'EMPLOI

Elle remplace le barème actuel, en tous domaines, par un barème en taux effectif. Au lieu de taxer le revenu selon des tranches d'imposition (taux de 5,5 à 4% pour la tranche moyenne, l'impôt exprimé en taux effectif s'applique à la totalité du revenu, ce qui permet de se faire une idée de qui paie quoi.

Prélevé à la source, individualisé, cet impôt unique sur le revenu, acquitté par tous, est basé sur l'assiette de la CSG (contribution sociale généralisée), qui taxe également une partie des revenus du capital. Pour 1 000 euros de revenus mensuels bruts, il est de 3%, 10% pour 2 000 euros, 15% pour 5 000 euros, jusqu'à 50% maximum pour les salaires supérieurs à 100 000 euros par mois.

Seuls les 3% de contribuables les plus aisés (ceux qui gagnent au-delà de 8 000 euros par mois) paient davantage d'impôts, les 97% restants voient leur imposition diminuer. Autour de 10 000 euros de salaire brut, la réforme est neutre, à 8 000 euros et en-dessous, l'impôt baisse. Les hausses d'impôt atteignent 10% et plus que pour les 0,7% les plus aisés (plus de 40 000 euros par mois).





Trois économistes proposent une réforme qui réduirait les prélèvements de 97% des Français.

Le livre qui dynamite le système fiscal

Par **GRÉGOIRE BISEAU**

Ce n'est pas seulement un livre écrit par trois économistes français de renommée mondiale (1). C'est un véritable manifeste politique. Un texte de 135 pages qui prône une révolution fiscale française. Au nom de l'équité, de l'efficacité et de la transparence démocratique. Il s'adresse à la gauche mais parle aussi à la droite. Ce *Pour une révolution fiscale* se présente comme une contribution intellectuelle majeure au débat politique. Et aux campagnes à venir : des primaires socialistes d'abord, puis de la présidentielle de 2012.

OBAMA. Difficile désormais pour un futur candidat de prononcer les mots «impôt» ou «réforme budgétaire» sans faire référence à ce livre qui résume plus de dix ans de travail des trois principaux spécialistes mondiaux des

questions de fiscalité et de répartition des revenus. Thomas Piketty (lire page suivante), Emmanuel Saez et Camille Landais, économistes à la sensibilité de gauche, ont déjà fait parler d'eux. Les travaux des deux premiers ont été cités par Barack Obama devant le Congrès américain lors de la présentation de son premier budget. Les conclusions d'une étude de référence du troisième ont obligé l'Insee à mettre son nez dans les inégalités françaises, pour découvrir que les très riches ont vu leurs revenus exploser ses dernières années.

Que nous disent ces trois cadors de la chose fiscale? D'abord un diagnostic édifiant qui bat en brèche les idées reçues : plus les Français sont riches, moins ils payent d'impôts. Alors que les 50% des Français les plus modestes (ceux gagnant entre 1 000 et 2 200 euros brut par mois) doivent s'acquitter d'un taux moyen d'imposi-

tion d'environ 45% (2), les 500 000 les plus riches s'acquittent eux d'un taux à peine supérieur à 35%. La faute d'abord à un impôt sur le revenu (le seul réellement progressif) devenu une passoire. Et que les riches s'amuse à contourner à coups de niches et autres mécanismes d'optimisation fiscale. L'autre réalité est historique : jamais depuis un siècle les patrimoines se sont aussi bien portés. Et si 50% des Français ne possèdent rien ou si peu, 10% des plus riches en détiennent 62% de la totalité. Bref, la France prend le chemin des Etats-Unis. Sauf à remettre tout à plat.

PROCÈS. Les auteurs font le constat que le niveau moyen d'impôt en France (49% du revenu national) est trop élevé pour envisager une nouvelle hausse générale. En revanche, à recette constante, il est possible de faire baisser les impôts de 97% des Français en augmentant

ceux des 3% les plus riches. Grâce à un matraquage en règle des plus fortunés? Sur-tout pas répond le trio, qui refuse le procès en démagogie fiscale. En fusionnant l'impôt sur le revenu avec la CSG, ils proposent de ne plus taxer uniquement le travail mais une partie des revenus du capital, et de retrouver ainsi une vraie justice fiscale. Au final, si cette réforme radicale voit le jour, les 10% les plus modestes afficheront un taux d'imposition général de 40%, contre 51% pour les 1% les plus riches. Tout est désormais sur la table et sur un site Internet (lire page 5) «*Je considère avoir fait la part de mon travail*», lâche Thomas Piketty. La gauche peut déjà lui dire merci. ◆

(1) Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, «*Pour une révolution fiscale, un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle*» Le Seuil, 12,50 €

(2) Ce taux global d'imposition intègre l'impôt sur le revenu, la CSG, la TVA, les cotisations sociales

L'ESSENTIEL

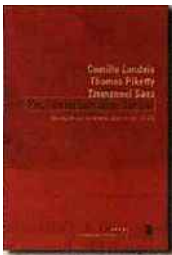
LE CONTEXTE

Trois économistes de gauche publient un livre manifeste : *Pour une révolution fiscale*.

L'ENJEU

La réforme de la fiscalité sera un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle.

REPÈRES



Thomas Piketty, 39 ans, est le plus connu des trois auteurs du livre, le plus marqué à gauche également. Professeur à l'École d'économie de Paris et directeur d'études à l'EHESS, il a écrit *Hauts revenus en France au XX^e siècle, inégalités et redistribution, 1901-1998* (Grasset, 2001) et *Top Incomes. A global Perspective* (Oxford University Press, 2010), qui passe au crible les inégalités de revenus dans 23 pays.

Emmanuel Saez, 38 ans, est professeur à l'université de Berkeley, dans la baie de San Francisco, où il dirige le Center for Equitable Growth (centre d'études pour une croissance équitable). Ses travaux sur la fiscalité optimale et la répartition des revenus outre-Atlantique lui ont valu la *Clark Medal* en 2009, récompense qui distingue, tous les deux ans, le meilleur économiste de moins de 40 ans aux Etats-Unis. En 2010, il a reçu le prix du meilleur jeune économiste de France.

Camille Landais, 29 ans, ancien thésard de Thomas Piketty, est chercheur à Stanford (Etats-Unis) et auteur des *Hauts revenus en France, 1998-2007: une explosion des inégalités* (*Ecole* d'économie de Paris, 2007).

RÉFORME, MODE D'EMPLOI

Elle remplace le barème actuel, en taux marginaux, par un barème en taux effectif.

Au lieu de taxer le revenu selon des tranches d'imposition fixes de 5,5 à 41% pour la tranche maximale, l'impôt exprimé en taux effectif s'applique à la totalité du revenu, ce qui permet de se faire une idée de qui paie quoi.

Prélevé à la source, individualisé, cet impôt unique sur le revenu, acquitté par tous, est basé sur l'assiette de la CSG (Contribution sociale généralisée), qui taxe également une partie des revenus du capital. Pour 1100 euros de revenus mensuels brut, il est de 2%, 10% pour 2200 euros, 13% pour 5000 euros, jusqu'à 60% maximum pour les salaires supérieurs à 100000 euros par mois.

Seuls les 3% de contribuables les plus aisés (ceux qui gagnent au-delà de 8000 euros par mois) paient davantage d'impôts, les 97% restants voient leur imposition diminuer. Autour de 7000 euros de salaire brut, la réforme est neutre, à 6000 euros et en dessous, l'impôt baisse. Les hausses n'atteignent 10% et plus que pour les 0,1% les plus aisés (plus de 40000 euros par mois).

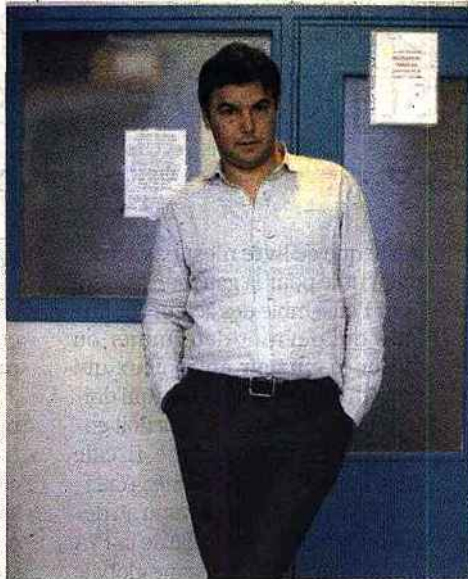
Thomas Piketty, professeur à l'Ecole de l'économie de Paris, est l'un des trois auteurs de «Pour une révolution fiscale».

«Les classes modestes et moyennes paient trop»

Mercredi, Thomas Piketty nous recevait dans son petit bureau de l'Ecole de l'économie de Paris. Le jour du lancement de son site www.revolution-fiscale.fr.

Comment est née l'idée de vendre une réforme de la fiscalité française clés en main aux politiques?

C'est d'abord le parcours politique d'un chercheur et d'un citoyen déprimé par l'incapacité de la gauche française depuis dix ans à se doter d'une base programmatique solide lui permettant de gagner des élections. Un citoyen également déprimé par l'injustice fiscale qui caractérise ce gouvernement. Or ce



THOMAS HUMERY POUR «LIBERATION»

sujet me semble être une grandes questions que pose le sarkozysme. Car si notre système fiscal n'a jamais été juste, la majorité élue en 2007 l'a aggravé en rajoutant des couches de privilèges pour les plus riches. Notre livre vise à forcer les politiques à s'emparer du sujet et à dire ce qu'ils feront s'ils sont élus. Il est clair que nous nous situons dans la perspective de 2012.

Pourquoi ce site Internet de simulation des réformes fiscales?

L'idée est de tout mettre sur la table et de permettre à chaque citoyen de se faire une idée. Et de faire vivre le débat. Même les parlementaires n'ont pas accès à des données leur permettant d'expertiser certains de leurs dispositifs fiscaux. Ils ●●●

loivent en référer aux services de Bercy, qui la plupart du temps enterrent leurs demandes. Ce site est, à ma connaissance, une première mondiale. Il est inséparable du livre, mais il aura une durée de vie bien plus importante.

Notre diagnostic sur l'évolution de notre système fiscal est accablant.

Il est tellement illisible, tellement peu transparent, et suscite tellement la défiance des Français qu'à terme cela pourrait déboucher sur des révoltes fiscales. Son degré de complexité est incompatible avec le fonctionnement d'un Etat démocratique moderne. Cette opacité du système, des millions de personnes la subissent. Prenez un salarié rémunéré au smic : c'est pour lui un parcours du combattant de connaître son pouvoir d'achat de l'année. On commence par lui prélever un mois de salaire au titre de la CSG (Contribution sociale généralisée), un an plus tard on lui reverse un demi-mois de salaire au titre de la PPE (Prime pour l'emploi) ou du RSA (Revenu de solidarité active). Sans crier au complot, on peut y voir une volonté idéologique de faire passer les classes populaires et les travailleurs à bas salaires pour des assistés, ce qu'ils ne sont absolument pas!

Vous ne grossissez pas le trait?

Notre livre le démontre sans ambiguïté : en France les plus riches se retrouvent au final avec des taux d'imposition bien plus faibles que ceux des gens modestes. Ces derniers sont soumis à un taux d'imposition moyen de l'ordre de 45% alors qu'au sommet de la pyramide, les 1% les plus riches sont taxés à moins de 35%. C'est la première fois que des économistes font apparaître aussi clairement cette régressivité de l'impôt des plus riches. Cela m'a étonné moi-même. Je

précise que nous avons pris des hypothèses très prudentes et que la vérité est sans doute bien pire. On a pu s'en faire une idée cet été lors de l'affaire Bettencourt.

On peut vous répondre qu'il s'agit d'une minorité de très fortunés.

Cette inégalité des Français devant l'impôt va au-delà de quelques centaines de privilégiés. Les 5% des Français les plus riches, ça fait 2,5 millions de personnes, et les 1% des revenus les plus élevés pour lesquels le phénomène de régressivité s'amplifie fortement représentent 500 000 personnes. On ne parle plus de 200 familles. J'entends des gens dire «1% ou 2% de la population, c'est marginal». Je leur rappellerai que l'aristocratie en 1789, c'était, d'après les historiens, entre 1 et 2% de la population et déjà à l'époque on cherchait à relativiser leur importance. Comment voulez-vous demander des sacrifices dans un pays où les plus aisés bénéficient de tels avantages?

Pourquoi écrivez-vous que notre impôt sur le revenu est à l'agonie?

Il est tellement mité, troué de toutes parts, qu'il n'est plus réformable. Devant une telle accumulation de complexités et d'exonérations, il faut le supprimer purement et simplement. Depuis trente ans, tous les gouvernements l'ont réduit (la dernière hausse date de 1981) et son produit a été divisé par deux en vingt ans en proportion de l'évolution de la richesse nationale. Si le législateur voulait aujourd'hui augmenter les taux supérieurs avec le barème actuel, comme le suggèrent certains, cela ne servirait pratiquement à rien. Les contribuables les plus fortunés se débrouilleraient pour échapper légalement à ces nouveaux taux d'imposition, comme ils le font déjà aujourd'hui.

En quoi le prélèvement à la source

est-il un élément central de votre réforme?

Déjà, cela permet de simplifier la vie des gens. Par ailleurs, l'absence de prélèvement à la source fournit une bonne partie de l'explication de la mort de l'impôt sur le revenu. Elle a encouragé la prolifération de niches fiscales et de réductions de toutes sortes. Le prélèvement à la source a le mérite de la stabilité, il oblige à de la discipline et modère les velléités du législateur avec un principe très simple : à revenu égal, impôt égal.

Avec la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu, vous assurez que

«L'impôt sur le revenu n'est plus réformable. Devant une telle accumulation de complexités et d'exonérations, il faut le supprimer purement et simplement.»

L'on peut faire baisser les impôts de 97% des Français, en augmentant fortement celui des plus riches. Et les risques d'évasion fiscale?

Vous partez de l'hypothèse selon laquelle la situation serait ailleurs encore plus favorable aux riches. Nous pensons au contraire que leur situation en France est plutôt enviable. Notre pays affiche certes des taux faciaux d'imposition souvent élevés, que ce soit pour les entreprises ou les particuliers, mais on a une telle accumulation de niches fiscales que les taux effectifs sont relativement faibles. Une étude récente du Crédit Suisse révèle que notre territoire est le leader européen en nombre de résidents millionnaires. Au final, je pense que les contribuables aisés préféreront la simplicité et la transparence de notre système à l'éternel et usant jeu

du chat et de la souris avec le fisc. **Vous choisissez aussi de supprimer tous les dispositifs qui ont engendré la multiplication de niches fiscales. C'est politiquement suicidaire...**

Aujourd'hui, chacun suspecte son voisin de mieux utiliser les niches fiscales que lui, de moins payer d'impôts et ça finit par ruiner le consentement à l'impôt. C'est le statu quo qui est suicidaire! Notre réforme propose en quelque sorte d'inverser la charge de la preuve. Nous pensons qu'avec une réforme qui va baisser l'imposition directe de 97% des Français, et donc leur redonner du pouvoir d'achat, cela justifie d'être très ferme sur l'arrêt total des centaines de dispositifs «d'évasion fiscale légale» qui ont tué l'impôt sur le revenu. Si au terme de cette période les défenseurs de telle ou telle niche sont capa-

bles d'apporter la preuve, par des évaluations rigoureuses, que le rapport coût/bénéfice de leur dispositif est satisfaisant pour la société - ce qu'ils n'ont pas été aptes à prouver jusqu'à aujourd'hui - alors on pourra envisager de les réintroduire. Mais il faudra alors compenser le manque à gagner par une hausse du barème.

Le gouvernement veut réformer l'ISF (impôt sur la fortune) au motif qu'il vaut mieux taxer les revenus du patrimoine que sa possession. Qu'en pensez-vous?

D'abord, on vit dans une période où les patrimoines se portent extrêmement bien. Sur les vingt ou trente dernières années, les revenus du travail ont stagné, augmentant au maximum de 1 à 2% par an, tandis que ceux du patrimoine ont explosé. Aujourd'hui, la valorisation

globale des patrimoines a retrouvé son niveau historique de la Belle Epoque. Le problème de la droite, c'est qu'elle semble sincèrement convaincue que les gens riches paient trop d'impôts. Alors que ce n'est absolument pas le problème de la France : ce sont les classes populaires et moyennes qui en paient trop. Si on supprime l'ISF, je pense que ce sera regardé très négativement par l'histoire. Car c'est un de nos seuls impôts moderne et véritablement progressif. En réalité, cette pseudo réforme fiscale du patrimoine n'est qu'un alibi pour tenter de réparer cette colossale erreur qu'a été le bouclier fiscal.

Dans son projet, le PS propose lui aussi la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. Pourquoi alors être si sévère vis-à-vis de la gauche?

La gauche fait semblant d'avoir un programme en matière fiscale alors que je pense qu'elle n'en a pas réellement pour l'instant. Dire que l'on va faire un grand impôt progressif, comme la gauche le dit depuis un siècle, ce n'est pas un programme. Quand vous en restez à ce stade de généralités, ce n'est rien. Ce qui m'inquiète à gauche, c'est le consensus mou autour de ces questions. Plusieurs points clés n'ont pas été tranchés. Notamment la question de l'individualisation. Aujourd'hui, l'impôt sur le revenu est calculé au niveau du couple et la CSG au niveau de l'individu. On défend l'idée que c'est la CSG qui absorbe l'impôt sur le revenu et que donc c'est l'ensemble qui devient individuel. On a le droit d'être contre, c'est un choix de société, compliqué, mais c'est une des questions que le parti socialiste devra trancher s'il veut être crédible.

Recueilli par **CHRISTOPHE ALIX**
et **GREGOIRE BISEAU**

ÉDITORIAL

Par VINCENT GIRET

Du neuf

Un nouveau petit livre rouge qui prône la révolution. Une sorte de «grand soir» pacifique des impôts... On entend déjà les esprits chagrins : dans un pays où le débat fiscal est une passion nationale, où droite et gauche s'affrontent davantage sur les symboles que sur le réel, il y a fort à parier que ce projet radical finisse au cimetière de la réforme. Le pari de *Libération* est au contraire que ce livre programme, signé par trois brillants économistes, lance enfin le débat d'idées de l'élection présidentielle. On savait le système fiscal français opaque, complexe et coûteux, on le découvre dangereux, tant il délite le lien de confiance entre le citoyen et l'Etat. On n'ignorait rien du caractère injuste de certaines dispositions – bouclier fiscal en tête – mais c'est le cœur du

système qui est atteint : au lieu d'assurer une redistribution à la fois équitable et efficace, il fabrique de nouvelles inégalités! Les 5% des Français les plus riches paient ainsi – en proportion – moins d'impôts que tous les autres. Les bas salaires ne sont pas des assistés, mais des contribuables lourdement taxés. A l'opposé, jamais les patrimoines ne se sont si bien portés depuis un siècle.

Les contradictions du système sont devenues telles qu'aucune réforme à la marge n'est plus possible. Voilà chacun contraint de réviser ses dogmes. La droite voulait moins d'impôts, mais la France n'en a plus les moyens. La gauche rêvait d'équité et brandissait l'idée d'un «*grand impôt progressif sur le revenu*», la voici au pied du mur pour inventer du neuf.

FRANÇOIS HOLLANDE DÉPUTÉ, ANCIEN PREMIER SECRÉTAIRE DU PS,
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE CORRÈZE

«Ce travail prouve qu'il est possible de faire bouger les choses»

«**P**our une révolution fiscale démonte avec force l'opacité et l'inéquité d'un système fiscal qui empêche les Français d'avoir une relation citoyenne normale à l'impôt. Le premier impératif, c'est de simplifier le système afin de le rendre transparent et compréhensible par tous. Le second constat, tout aussi implacable et qui s'appuie sur des données irréfutables, c'est le caractère très régressif de notre imposition à partir d'un certain niveau de revenus. Ce constat rejoint le mien et cet ouvrage vient étayer la faisabilité de la réforme globale de l'impôt sur le revenu que je préconise depuis plusieurs mois. Le projet des auteurs est cohérent,



AFP

juste et clair et ils vont jusqu'au bout de leur raisonnement avec l'individualisation de l'impôt sur le revenu et la retenue à la source. Mais à force de simplicité, leur réforme pêche peut-être par simplisme, comme si cette présentation qu'approuveraient 98% des contribuables était trop rose pour être vraie. Leur table-rase des niches fiscales aura par exemple des effets sur la progressivité de l'impôt et ne pourra pas se faire d'un coup. J'ai l'honnêteté de dire que l'on ne pourra pas se contenter de faire peser l'effort sur les 2 ou 3% des Français les plus aisés et qu'il faudra plus probablement relever l'imposition des 10 à 15% des contribuables en haut de l'échelle.

Reste que ce livre n'est pas seulement utile pour la gauche, il sera pour l'ensemble des acteurs politiques qui devront déterminer où placer le curseur entre ceux qui doivent payer plus et ceux qui doivent être allégés. La France doit entreprendre une réforme fiscale aussi importante que l'a été la création de l'impôt sur le revenu au début du XX^e siècle, ou celle de la TVA après-guerre. Une réforme globale qu'il faudra compléter dans ses dimensions patrimoniales et de refonte de l'assiette des cotisations sociales. Chacun devra faire ses choix et ce travail prouve qu'il est possible de faire bouger les choses sur cette question extrêmement complexe, à prélèvements obligatoires constants, c'est-à-dire sans augmenter les impôts.»

Recueilli par C.A.I.

PHILIPPE MARINI SÉNATEUR UMP, RAPPORTEUR
DE LA COMMISSION DES FINANCES

«D'accord pour supprimer les niches»

«Ce livre a le mérite de poser le débat sur la stratégie fiscale qui sera au cœur de la campagne présidentielle pour 2012. C'est le débat le plus révélateur des contradictions de notre société et il n'est plus possible de l'éviter. Je suis, comme ses auteurs, favorable à un seul impôt personnel fusionnant impôt sur le revenu et CSG sur une base progressive.

«On peut en avoir une vision de gauche ou de droite et je n'adhère pas à leur barème "médian" qui propose une taxation ultime de 60% sur la totalité du revenu pour tous les contribuables au-delà de 100 000 euros mensuels. Ce serait là une charge spoliatrice faisant fi



AFP

de toute compétitivité fiscale. Si je me situe du côté droit de leur barème, j'applaudis leur option

de suppression intégrale de toutes les niches fiscales.

«Je ne partage pas leur choix de l'individualisation de l'impôt avec la suppression du quotient conjugal, ma vision du foyer fiscal

n'est pas la même. Ils mettent en avant de belles valeurs d'équité sociale que je partage mais qui sont illusoire si leur application contribue à dégrader encore notre compétitivité. C'est mon dernier reproche : leur analyse est trop franco-française et aurait gagné à être comparée à ce qui se passe chez nos principaux partenaires.»

Recueilli par C.A.I

Elus et ministres s'écharpent sur la fiscalité du patrimoine.

Un débat imposé à droite

Il n'y a pas que les économistes de gauche à réfléchir au concept d'impôt juste. Chez les politiques de droite, aussi, on débat ouvertement depuis que Nicolas Sarkozy a annoncé son intention de réformer, en 2011, la fiscalité du patrimoine. Avec la possibilité de supprimer le bouclier fiscal, devenu un boulet pour la majorité, et l'Impôt de solidarité sur la fortune, un symbole de gauche. Et, même si les questions sont techniques, on n'hésite pas à s'écharper entre députés et ministres.

Plus-value. Dernier exemple en date, la polémique suscitée par Jérôme Chartier, député UMP du Val-d'Oise. Chargé par Jean-François Copé de réfléchir à une convergence entre les systèmes fiscaux allemands et français, Chartier est revenu en début de semaine avec un rapport de 150 pages doté d'une proposition qui a fait «scandale». Pour remplacer en partie l'ISF actuel, il envisage d'imposer la plus-value immobilière réalisée sur la

vente de sa résidence principale si la valeur de cette dernière est supérieure à 1,2 million d'euros. Il a immédiatement été assailli par les principaux leaders la majorité. «Je suis très réservé, pour ne pas dire hostile, face à ce genre de mesure, et j'en fais une question de principe, a lancé Christian Jacob, le patron des députés UMP. La résidence principale n'est pas un bien comme les autres. On n'est pas sur de la spéculation, mais sur ce qui se construit toute une vie et que l'on a à cœur de pouvoir transmettre à ses enfants.» Et, contrairement à d'autres sujets – comme les 35 heures ou la fonction publique –, Jacob reçoit du soutien au sein du gouvernement, en la personne de François Baroin. «L'inconvénient d'une telle mesure serait peut-être de provoquer une altération, une fragilité, pour ne pas dire plus, du marché immobilier cette année», critique le ministre du Budget. La proposition reçoit néanmoins le soutien de Nathalie Kosciusko-Morizet, pour qui «il y a du bon

sens derrière cette idée».

Premier surpris par ces réactions, Chartier lui-même. «Je ne pensais pas que ma proposition, qui ne touche que 3500 transactions par an et ne rapporterait que 200 millions d'euros au budget, allait créer la polémique», assure le député. Pour compenser la réforme de l'ISF, son rapport comporte en effet d'autres pistes : le maintien d'un impôt sur le patrimoine, une taxation des résidences secondaires et des sociétés civiles immobilières, ainsi qu'une limitation de la déduction des charges pour les entreprises. «Mais tant mieux si cela permet de nourrir la discussion!» ajoute Chartier. La majorité a en effet besoin que toutes les idées s'expriment car, pour une fois, le débat n'est pas borduré d'avance. L'exécutif compte sur ses élus pour lui permettre de mener un travail d'équilibriste : se débarrasser du bouclier fiscal, sans donner

l'impression de renier ses engagements électoraux, tout en ne diminuant pas les recettes de l'Etat.

«ISF». C'est ainsi à sa demande qu'a été mis en place, en décembre, un groupe de travail réunissant une vingtaine de députés et sénateurs. Piloté par François Baroin et Christine Lagarde, ce groupe a prévu de se réunir toutes les semaines d'ici au mois de mars. Mardi, les participants ont détaillé le système fiscal en place. Et dès la semaine prochaine, les premières idées devraient être discutées, comme la possibilité d'augmenter l'impôt sur le revenu, en créant une nouvelle tranche, ou la taxation d'autres revenus du patrimoine. «Moi, je vais proposer tout simplement de diminuer le taux de l'ISF juste pour compenser le manque à gagner induit par la suppression du bouclier, confie ainsi Hervé Mariton (UMP), membre du groupe. C'est moins spectaculaire que la taxation des plus-values immobilières, mais cela évitera de s'étriper.»

NICOLAS CORI

L'exécutif doit mener à bien un travail d'équilibriste : se débarrasser du bouclier fiscal sans diminuer les recettes de l'Etat.

Les trois auteurs ont lancé un simulateur fiscal sur Internet.

Réforme customisable en ligne

Pour une révolution fiscale est bien plus qu'un livre. Alors que ses trois auteurs n'ont mis qu'un mois pour rédiger leur manifeste pour un impôt sur le revenu adapté à la France du XXI^e siècle, ils ont passé plus d'un an à mettre au point le simulateur fiscal en ligne (1) lancé à la même occasion. Un outil unique, ouvert à tous et susceptible d'être étendu «dans toutes les directions fiscales et sociales, de l'indemnisation du chômage aux retraites», explique Thomas Piketty.

Basé sur un fichier ultradocumenté de 800 000 individus virtuels représentatifs de la société, le site permet notamment de simuler en temps réel les ef-

fets sur les finances de la France et le degré d'inégalité sociale de la moindre variation du barème de l'impôt. «Pour chaque variation du taux d'imposition, le simulateur balaie les 800 000 fichiers et livre son verdict en quelques secondes, se félicite Guillaume Saint-Jacques, étudiant à Normale Sup chargé par le trio de développer le site. On peut jouer les ministres du Budget de gauche ou de droite, surtaxer les hauts revenus ou matriquer les classes moyennes, les possibilités sont infinies.»

Cofinancé par l'Ecole d'économie de Paris et l'université de Berkeley – où enseigne Emmanuel Saez, un des trois auteurs de l'ouvrage – avec un budget

annuel d'environ 50 000 euros, ce simulateur constitue un précieux outil pour les parlementaires. «Ils vont pouvoir procéder librement à leurs calculs, sur le mode de ce qui existe aux Etats-Unis avec le Congressional Budget Office, explique Piketty, alors que Bercy leur fournissait des chiffres au compte-gouttes.» Deux jours après son lancement, ses créateurs n'avaient qu'une crainte : qu'il ne tienne pas le choc devant l'afflux des demandes. De 15 simulations simultanées, le serveur a été musclé à la hâte pour pouvoir mouliner 100 réformes fiscales en même temps.

CHRISTOPHE ALIX

(1) www.revolution-fiscale.fr